

# Quelle **éducation** pour demain ?

**A l'heure où d'autres modèles éducatifs s'expérimentent et où, en même temps, se succèdent les réformes de l'Education nationale, comment envisager le devenir de l'école ? Trois ouvrages apportent leur éclairage.**

Françoise DUMONT, membre du Comité central et responsable du groupe de travail « Education » de la LDH

« **U**n collège n'est pas un lieu où, en principe, chacun éprouve spontanément une sensation de bien-être », écrit le journaliste du *Monde* Luc Cédelle, dans *Un plaisir de collège*, où il évoque ce qui se passe depuis sept ans au « Collège lycée innovant et socialisant à taille humaine dans l'éducation nationale, et expérimental » (Clisthène) de Bordeaux. On ne peut qu'acquiescer à un tel propos, tout en saluant la modération. Le collège, considéré comme le « maillon faible » du système éducatif, fait d'habitude l'objet de critiques nettement plus violentes. Une moitié de l'ouvrage est consacrée à l'histoire et au fonctionnement de cet établissement qui accueille une centaine d'élèves. Pour l'histoire, c'est assez simple. Au départ, la volonté de deux enseignants de créer un lieu qui permettrait à des enseignants volontaires d'avoir une pratique professionnelle différente, davantage fondée sur les notions de responsabilité, d'autonomie et de travail en équipe. Par chance, le projet arrive en 2000, au moment où se met en place le Conseil national de l'innovation pour la réussite scolaire (Cnirs), organisme consultatif qui comprend des personnalités représentatives des mouvements pédagogiques, dont certaines têtes connues comme Gabriel Cohn-Bendit ou Maire-Danielle Pierrelée. Le soutien du Cnirs permettra au collège expérimental Clisthène de voir le jour en septembre 2002.

#### Trois ouvrages :

- **Un plaisir de collège**, Luc Cédelle, Le Seuil, 312 p., août 2008, 22 euros ;
- **L'Education peut-elle être encore au cœur d'un projet de société ?**, Philippe Meirieu, Pierre Frackowiack, Editions de l'aube, 109 p., mai 2008, 11,50 euros ;
- **Main basse sur l'école publique**, Eddy Khaldi et Muriel Fitoussi, Demopolis, 224 p., novembre 2008, 20 euros.

La même année, Luc Ferry, qui vient de remplacer Jacques Lang à la tête du ministère, supprimera le Conseil de l'innovation et c'est par la presse que ses membres l'apprendront. Dans l'Education nationale, le déficit de communication ne date pas d'aujourd'hui. Outre la mise en place de groupes de tutorat, le fonctionnement de Clisthène repose sur la mise en place de « tiers temps pédagogiques », qui recouvrent des périodes consacrées aux disciplines générales de base, à l'interdisciplinarité et à des ateliers. Toutes les activités sont très sérieusement évaluées, selon des modes qui, parfois, donnent une certaine impression d'usine à gaz... Mais le livre de Luc Cédelle n'est pas que descriptif et c'est son intérêt. Il évoque cette fameuse querelle des « républicains » et des « pédagogues », polémique qui depuis plusieurs années pollue les débats sur l'école. Que reprochent les républicains (qui s'attribuent un peu vite l'exclusivité de la défense des valeurs républicaines !) à ceux qu'ils qualifient de manière méprisante de « pédagogistes », ce concept étant d'ailleurs très ambigu puisqu'il permet de désigner indifféremment soit toutes les démarches pédagogiques, récusées en bloc, soit seulement « les excès » de la pédagogie. La réponse, on la connaît : les pédagogues (« les pédagogos », disait Claude Allègre) seraient responsables de la crise de l'autorité, de la baisse de niveau, de complicité avec les

régimes totalitaires... L'ouvrage témoigne de la violence des attaques portées par les anti-pédagogues de droite mais aussi de gauche.

Face à une expérience comme celle menée à Clisthène, il y a toujours un moment où se pose la question de l'évaluation des acquis des élèves. Même si aucun miracle ne s'y est opéré, il est à remarquer que depuis le début, les résultats de Clisthène sont bons et même très bons, mais il a fallu du temps pour le faire reconnaître. Quant à la généralisation d'une telle démarche, il est clair que, dès le début, les initiateurs de Clisthène ont cherché à faire des propositions pour l'ensemble des collèges tout en sachant qu'il ne pourrait y avoir que des transpositions mûrement élaborées et non pas duplication mécanique d'un modèle unique.

#### Conditions d'une « école démocratique »

Pour les familiers des travaux de Philippe Meirieu, sans doute le plus vilipendé des « pédagogistes », le petit livre *L'Education peut-elle être encore au cœur d'un projet de société ?* n'apportera pas grand chose de nouveau. En même temps, ils y trouveront réaffirmés un certain nombre de principes et la critique salutaire de ce que certains politiques ou penseurs exigent haut et fort, à savoir la restauration de « l'école de Jules Ferry ». Non, rappellent les deux auteurs, cette école n'était pas une école égalitaire, ni même une école commune. C'était tout au plus « une école communale » et son projet était placé sous le double signe de l'émancipation de la religion et de la mobilisation nationale. Contrairement à certaines affirmations, ce n'était pas non plus l'école d'un « lire,



écrire, compter» exclusivement fonctionnel. L'apprentissage de la lecture visait à développer l'esprit critique et certaines activités (le dessin, les promenades scolaires, le travail manuel, la leçon de choses, la chorale...) étaient considérées comme essentielles, en raison de leur portée éducative. Jules Ferry, et surtout Ferdinand Buisson, n'opposaient donc pas instruction et éducation, et la «pédagogie républicaine» n'a jamais posé l'apprentissage «passif» comme préalable à l'exercice de la réflexion critique.

Mais cette «école de la République», nationale et nationaliste, avait ses limites et ce bref retour historique permet de rappeler qu'il faudra attendre les années 1920, avec les Compagnons de l'université nouvelle, puis Jean Zay (auquel un vibrant hommage est rendu) et enfin le plan Languevin-Wallon pour qu'émerge l'idée même d'une école démocratique.

Quant à savoir si on peut fonder une société qui ait l'éducation au cœur de son projet et qui soit pourtant une société démocratique, les auteurs, qui l'appellent de leurs vœux, y mettent trois conditions. Il faut d'abord rendre accessibles tous les savoirs fondamentaux qui permettent de comprendre le monde, ce qui impose de régler – enfin! –, et avec l'ensemble de la société civile, la question récurrente des contenus qui doivent être enseignés. Il faut ensuite que chacun puisse continuer à apprendre, à se former, à découvrir de nouveaux savoirs. Il faut enfin trouver le moyen de faire vivre ensemble instruction et émancipation, en favorisant démarche expérimentale, documentaire et créative.

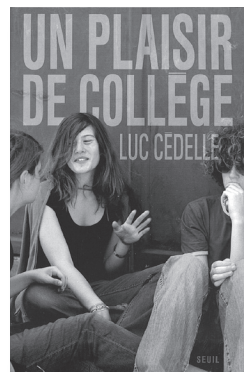
On trouve aussi dans cet ouvrage une violente critique des dérives libérales de l'école. Celle-ci consiste d'abord à transformer victimes en coupables : «*Si vous ne réussissez pas, c'est parce que vos parents sont démissionnaires, que vous ne travaillez pas, que*

*vous ne faites pas d'efforts...*». On connaît bien ces arguments et les deux auteurs dénoncent un discours qui, sous couvert de responsabilisation des jeunes, dédouane la société de ses responsabilités et abandonne ceux qui échouent au fatalisme et à la violence. Ils s'inquiètent aussi de la multiplication des évaluations «*permettant de produire des batteries d'indicateurs quantitatifs pour éclairer les choix stratégiques des nantis*». Il faudrait aussi ajouter que ces indicateurs permettent aussi aux parents, transformés en consommateurs d'école, de comparer qualité/prix dans un marché scolaire. A un moment où de nombreux enseignants refusent d'entrer dans les évaluations de CM2, dénoncent tableaux et fichiers qu'ils sont censés remplir, cette dénonciation interpelle le lecteur.

Plutôt que d'exalter une école idéale passée, ils demandent qu'on redonne toute sa place à la pédagogie, que l'école s'ouvre à l'altérité et qu'elle ne soit pas une identité indépendante de son contexte. L'éducation populaire, aujourd'hui tellement menacée, devrait pouvoir retrouver toute sa place. Ils appellent aussi à un dépassement des clivages idéologiques, à un développement de la société de connaissance et de la formation tout au long de la vie. Le livre ne se contente donc pas de dénoncer : il présente aussi des pistes qui peuvent nourrir le débat de manière féconde.

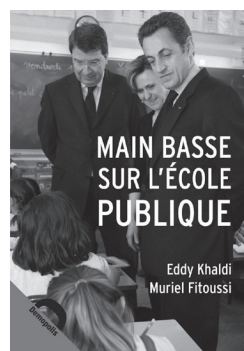
### Logiques libérales à l'œuvre

«*Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme*» disait Lavoisier. Cette affirmation, appliquée non plus à la chimie mais aux idées et aux hommes, est un des fils conducteurs de **Main basse sur l'école publique**. Ce que démontrent les auteurs, c'est que certains clubs, certains lobbies ou associations qui se sont beaucoup agités autour des problèmes d'éducation et qui aujourd'hui



Philippe MEIRIEU  
Pierre FRACKOWIAK

L'ÉDUCATION  
PEUT-ELLE ÊTRE ENCORE  
AU CŒUR  
D'UN PROJET DE SOCIÉTÉ?



ont parfois disparu, voient leurs idées reprises dans les plus hautes «sphères», parce que ceux qui les ont inspirées sont aujourd'hui dans les bureaux du ministère ou en sont proches. Ainsi en est-il, par exemple, des «Créateurs d'école», boîte à idées ultraconservatrice, dont Xavier Darcos fut un des membres fondateurs.

Plusieurs pages sont consacrées au chèque éducation et la suppression de la carte scolaire. Le premier, né de l'«éducation voucher», vient des Etats-Unis et plus précisément des cogitations de Milton Friedman et de Friedrich Hayek, deux têtes pensantes de l'ultralibéralisme, avant d'être repris par Alain Madelin et... Jacques Attali! La seconde, aujourd'hui effective, a toujours été le cheval de bataille du Front national et annoncée par Nicolas Sarkozy quelques jours seulement après son élection. Certes, le lecteur a parfois du mal à s'y reconnaître entre les associations ou regroupements cités mais il est clair que leurs «penseurs», qui ne ratent jamais une occasion de démolir l'école publique, s'inscrivent dans la mouvance des idées agitées au sein de l'extrême droite, du Club de l'horloge, voire pour certains de l'Opus Dei.

L'autre fil conducteur du livre concerne la place de l'enseignement privé en France et les faveurs qui lui sont faites. Celui-ci, remarquent les auteurs, connaît moins de suppressions de postes que le public et certaines mesures lui permettent de récupérer de plus en plus d'argent. Le mouvement ne date pas d'aujourd'hui puisque, par exemple, la loi de décentralisation du 13 août 2004 «*impose aux communes de contribuer aux frais de scolarité des élèves qui résident sur leur territoire et sont inscrits dans une école privée située sur une autre commune*». De même, le plan banlieue revient à permettre à la puissance publique d'aider, là où les besoins sont les plus criants, à l'essor de la concurrence avec



# AGIR

## Notes de lecture

le service public. L'enseignement privé ne cesse de réclamer une pseudo-parité des moyens avec le public mais la question de leurs missions respectives n'est jamais vraiment posée. En clair, le service public a des obligations de service public comme l'égalité devant l'accueil, la continuité, la gratuité et la laïcité. Dans le privé, les établissements y échappent, au nom de leur liberté. Il est facile pour eux de mettre ensuite en avant des résultats qui seraient meilleurs, ce qui mérite d'ailleurs débat si on prend en compte la taille des établissements, le recrutement sociologique et les effectifs du privé.

Jamais à cours de propositions, l'enseignement catholique a même proposé d'étendre la contractualisation avec l'Etat aux établissements publics. Une telle mesure permettrait d'aligner complètement le public sur le modèle de gestion du privé, ce que préconisaient déjà en 1993 les « Créateurs d'école » ! Cet ouvrage très documenté, qui retrace aussi l'historique des principales lois et guerres scolaires, tire véritablement une sonnette d'alarme sur la nécessité de mieux protéger une école publique qui, malgré ses imperfections, s'efforce de rester réellement ouverte à toutes et à tous. Le message mérite vraiment d'être entendu. ●



### Les Femmes en France de 1880 à nos jours

Yannick Ripa

Editions du Chêne

Octobre 2007, 295 pages, 49 euros

Ce livre se présente d'abord, conformément à la vocation de son éditeur, comme un album de belles photographies. Quatre cents clichés qui racontent la vie des Françaises, ouvrières, paysannes, institutrices, militantes ou ministres depuis plus d'un siècle. Un texte substantiel accompagne et structure ce récit en images. Il est dû à Yannick Ripa, enseignante à l'université Paris VIII et spécialiste de l'histoire des femmes et des rapports de genre. Elle commente de manière fort intéressante les photographies regroupées par périodes, par milieux ou par questions. Très vivant, l'ouvrage dessine à la fois une histoire et une sociologie des Françaises, de leurs modes de vie, de leur apparence, de leurs pré-occupations et de leurs combats. Jusqu'à la guerre de 1914, les portraits s'attachent à idéaliser les femmes dans leurs rôles convenus de fiancées, d'épouses et de mères. Simultanément, la carte postale érotique est alors un marché florissant et met en scène des lesbiennes, des odalisques ou des prostituées dans un dénudement variable : « ménagère ou courtisane », ainsi va la femme selon Proudhon, antiféministe notoire. Mais tandis que les bourgeoises affichent leur élégance encore compassée, paysannes et filles du peuple sont photographiées au naturel : fières aussi de leur maternité, mais prises au repos ou au travail. L'accent est mis à juste titre sur le travail des femmes, interdit dans la bourgeoisie du XIX<sup>e</sup> siècle mais qui a toujours existé : paysannes de Bretagne allant vendre leurs cochons, petites bonnes arrivant gare Montparnasse, lavandières essorant le linge à Aubusson, ouvrières des manufactures, pêcheuses de

crevettes à Saint-Malo, trieuses de charbon aux visages noirs du Nord ou dames de la Halle de Paris.

La guerre de 1914 fait faire un bond au travail féminin : il faut remplacer les hommes, et même les chevaux de trait eux aussi réquisitionnés, il faut conduire les tramways et soigner les blessés. La suite est logiquement nataliste : mais les femmes ont pris goût à l'indépendance. Sportives, étudiantes, garçonnnes, elles revendiquent le droit de vote, défendent la paix et la liberté. Vient pourtant l'autre guerre. Mères pétainistes tendant leurs beaux enfants au Maréchal, juives marquées de l'étoile jaune dans les rues de Paris, résistantes et déportées aux corps et visages tragiques en sont les images les plus fortes.

On connaît mieux les images de la période suivante, plus proche de nous. On y voit, malgré la résistance des rôles traditionnels, se libérer les corps et les vêtements, de Bardot décoiffée aux jeans androgynes.

Le livre retrace aussi une histoire des combats syndicaux des femmes, avec leurs premières grèves, et surtout des combats féministes : depuis Hubertine Auclert, Maria Deraisme et Marguerite Durand jusqu'aux manifestations de mai 1968 et du MLF. Pour déboucher sur quoi aujourd'hui ? L'évidence des conquêtes obtenues, les portraits en témoignent, de Marie-Georges Buffet à Laurence Parisot, en passant par Ségolène Royal. Mais aussi la persistance des inégalités et des violences, de la précarité pour les pauvres, et des questions nouvelles comme l'islam, plus que jamais focalisées sur les femmes.

**Nicole Savy, membre du Comité central et responsable du groupe de travail « Égalité femmes-hommes ; les droits des femmes » de la LDH**